

RÈGLEMENT NUMÉRO 284-2014  
RÈGLEMENT SUR LA PRÉVENTION DES INCENDIES

---

**CONSIDÉRANT QUE** la Municipalité de Saint-Alphonse a compétence, sur son territoire, en matière de sécurité incendie ;

**CONSIDÉRANT** la mise en place du schéma de couverture de risques en cette matière sur le territoire de la MRC de Bonaventure en vertu de la *Loi sur la sécurité incendie* (L.R.Q., c. S-3.4) ;

**CONSIDÉRANT QUE** selon l'article 16 de cette loi, les municipalités sont tenues d'adopter des mesures règlementaires en matière de sécurité incendie ;

**ATTENDU QU'**il y a lieu de mettre à jour la réglementation relative à la prévention et à la sécurité incendie et d'adopter le Code national de prévention des incendies du Canada 2005;

**ATTENDU QU'**un avis de motion du présent règlement a été préalablement donné lors de la séance régulière du 7 avril 2014;

**EN CONSÉQUENCE :**

Il est proposé par le conseiller Steven Allain, appuyé par le conseiller Yves Barriault et résolu à l'unanimité des conseillers que le règlement numéro 284-2014 soit adopté et qu'il soit statué par le présent règlement comme suit :

**Définitions :**

- 1) **Feu d'abatis et/ou débarras:** Désigne un feu utilisé pour détruire du foin sec, pailles, herbes, tas de bois, broussailles, branchages, plantes, etc.
- 2) **Feu de joie:** Désigne un feu allumé en signe de réjouissance à l'occasion d'une fête ou d'un événement spécial et qui est de plus grande envergure qu'un feu récréatif.
- 3) **Feu récréatif:** Désigne un feu allumé sur le terrain résidentiel à des fins de divertissement.
- 4) **Occupant:** Désigne toute personne qui occupe un immeuble à titre autre que locataire ou de propriétaire.
- 5) **Personne:** Désigne une personne physique, une personne morale ou une société.

- 6) **Propriétaire:** Désigne toute personne qui possède un immeuble à son nom propre à titre de propriétaire.
- 7) **Véhicule:** Désigne un engin de type motorisé incluant mais pas exclusif à : automobile, moto, avion, train, vtt, motoneige ou tout moyen de transport motorisé.
- 8) **Avertisseur de fumée:** Détecteur de fumée avec sonnerie incorporée, conçu pour donner l'alarme dès la détection de fumée dans une pièce.
- 9) **Bâtiment:** Toute construction munie d'un toit supporté par des colonnes ou des murs et utilisée pour abriter des êtres humains, des animaux ou des choses.

**1. Application du Code national de prévention des incendies du Canada 2005**

- 1.1 Le « Code national de prévention des incendies du Canada 2005 », aussi appelé dans le présent règlement le C.N.P.I. et ses amendements (annexes) à ce jour forme partie intégrante du présent règlement comme s'ils étaient ici récités au long et chacune de ses dispositions, sauf celles expressément abrogées ou remplacées par la présente sous-section, s'appliquent à tout immeuble situé sur le territoire de la municipalité.
- 1.2 Tout amendement audit code fait également partie intégrante du présent règlement à compter de la date que le conseil déterminera par résolution.

**2. Il est ajouté au C.N.P.I. :**

**Avertisseur de fumée**

- 2.1 L'article 2.1.3.3 du C.N.P.I. est modifié par l'addition, après le paragraphe 4 des paragraphes suivants :
- 5) Le propriétaire qui possède un bâtiment, une maison, un logement, une maison mobile ou une roulotte doit installer et prendre les mesures pour assurer le bon fonctionnement d'un avertisseur de fumée exigé par le CNPI, incluant les réparations et le remplacement, lorsque nécessaire ;
- 6) Le locataire d'un logement qu'il occupe pour une période de 6 mois ou plus doit prendre les mesures pour assurer le bon fonctionnement de l'avertisseur situé à l'intérieur de ce logement, incluant le changement de pile au besoin. Si l'avertisseur est défectueux, il doit aviser le propriétaire sans délai.

### **Bornes d'incendie**

2.2 L'article 6.4.1.1 du C.N.P.I. est modifié par l'addition, après le paragraphe 1, des paragraphes suivants :

- 2) Il est interdit à toute personne à moins d'indications contraires:
  - a) d'entourer ou de dissimuler une borne d'incendie avec une clôture, un muret, un mur de soutènement, une haie, des arbustes, des buissons, des arbres ou toute autre végétation, et tous ces aménagements doivent respecter l'espace de dégagement prescrit d'un mètre cinquante (1,5 m). Les branches d'arbres qui sont à proximité d'une borne d'incendie doivent être coupées à une hauteur minimale de deux mètres (2,0 m) au-dessus du niveau du sol afin qu'en tout temps, l'espace de dégagement soit libre de toutes branches;
  - b) de déposer de la neige ou de la glace sur une borne d'incendie;
  - c) de poser des affiches, annonces ou autres objets de même type sur une borne d'incendie ou dans l'espace de dégagement prescrit de 1,5 m;
  - d) d'attacher ou d'ancrer quoi que ce soit à une borne d'incendie;
  - e) de déposer des ordures ou des débris près d'une borne d'incendie ou dans l'espace de dégagement prescrit de 1,5 m;
  - f) d'installer ou d'ériger quoi que ce soit susceptible de nuire à la visibilité, à l'accès, à l'entretien ou à l'utilisation d'une borne d'incendie;
  - g) d'utiliser une borne d'incendie sauf par les personnes autorisées;
  - h) de peindre, d'altérer ou de modifier une borne d'incendie.
- 3) Tous les nouveaux poteaux d'incendie doivent être munis de deux (2) orifices 2 ½ pouces mâles et d'un (1) orifice 4 pouces à accouplement rapide 'storz'

### **Extincteur portatif**

2.3 L'article 2.1.5.1 du C.N.P.I. est modifié par l'addition, après le paragraphe 4, du paragraphe suivant :

- 5) Toute unité d'habitation où est installé un appareil de chauffage à combustible solide doit être pourvue d'un extincteur portatif fonctionnel de type 2A-10B-C soit un minimum de 5 livres et facile

d'accès dans l'habitation.

### **3. Feu – Autorisation**

- 3.1 Quiconque veut faire un feu d'abatis ou de débarras ou un feu de joie ou récréatif doit préalablement obtenir un permis de brûlage de la municipalité et respecter toutes les conditions apparaissant à ce permis de brûlage et dont une copie est annexée au présente.
- 3.2 Aucun permis de brûlage ne sera autorisé par la municipalité entre le 1<sup>er</sup> avril et le 30 octobre.
- 3.3 Aucun permis de brûlage ne sera autorisé par la municipalité durant une période où un avis d'interdiction de faire des feux à des fins de sécurité est émis, soit par le gouvernement du Québec ou ses mandataires, soit par la municipalité elle-même.
- 3.4 La demande de permis de brûlage devra être déposée par écrit au bureau municipal durant les heures régulières de bureau et le permis pourra être délivré dans un délai de deux jours ouvrables suivant le dépôt de la demande.
- 3.5 Les personnes autorisées à signer le permis de brûlage seront nommées par résolution du conseil municipal.
- 3.6 Il n'y a aucun coût à défrayer pour l'obtention d'un permis.
- 3.7 La période de validité du permis ne peut être supérieure à 48 heures.
- 3.8 Nul n'est autorisé à allumer ou à alimenter un feu de plein air sans avoir obtenu au préalable un permis de brûlage de la municipalité à moins qu'il ne s'agisse :
  - a) D'un feu en plein air allumé ou alimenter dans un foyer extérieur muni de tous les côtés de pare-étincelles;
  - b) D'un feu de camp contenu dans une aire entourée d'une barrière incombustible se trouvant à plus de 10 mètres de toute matière combustible;
  - c) Aucun feu de plein air ou feu d'abatis ou de débarras ou un feu de joie ne doit causer de nuisances telles : de la fumée ou des odeurs pouvant troubler le confort et le bien-être du voisinage.
  - d) Et qu'il n'existe aucun avis d'interdiction de faire des feux émis à des fins de sécurité, soit par le gouvernement du Québec ou ses mandataires, soit par la municipalité elle-même.

#### **4. Feu de véhicule – Tarification**

- 4.1 Lorsque le service de sécurité incendie de la municipalité de Saint-Alphonse intervient pour prévenir ou combattre l'incendie d'un véhicule, il sera exigé du propriétaire du véhicule qui n'habite pas le territoire de la municipalité de Saint-Alphonse un taux horaire de 450\$ taxes en sus, si applicable.

#### **5. Fausses alarmes incendie**

- 5.1 Constitue une infraction et rend l'utilisateur passible des amendes de 250\$ tout déclenchement au-delà du deuxième déclenchement du système au cours d'une période consécutive de 12 mois pour cause de défectuosité ou de mauvais fonctionnement d'un système d'alarme incendie.
- 5.2 Le déclenchement d'un système d'alarme incendie est présumé, en l'absence de preuve contraire, être cause de défectuosité ou de mauvais fonctionnement lorsque aucune preuve, de la commission d'une infraction, d'un incendie ou d'un début d'incendie n'est constatée sur les lieux protégés lors de l'arrivée des pompiers ou de l'officier chargé de l'application de tout ou partie du présent règlement.

#### **6. Infraction**

- 6.1 Quiconque contrevient à quelques dispositions du présent règlement commet une infraction et est passible d'une amende. Cette amende doit être d'un minimum, pour une première infraction de cent dollars (100 \$) et d'un maximum de mille dollars (1 000 \$) si le contrevenant est une personne physique et de deux cents dollars (200 \$) et du maximum de deux mille dollars (2 000 \$) si le contrevenant est une personne morale, plus tous les frais encourus pour porter un dossier d'infraction devant les tribunaux et en cas de récidive, ces montants seront portés au double.

Si l'infraction est continue, cette continuité constitue, jour par jour, une infraction séparée et la pénalité édictée pour cette infraction peut être infligée pour chaque jour que dure l'infraction.

#### **7. Accès au bâtiment**

- 7.1 Les véhicules du service de sécurité incendie doivent avoir directement accès à au moins une façade de tout bâtiment par une rue, une cour ou un chemin.
- 7.2 Tout propriétaire d'un bâtiment érigé sur un terrain en front d'une rue

doit maintenir les accès à ce bâtiment libres de tout obstacle, de façon à permettre aux véhicules du Service de sécurité incendie d'y accéder.

Si la rue est déneigée, cette obligation s'applique également en période hivernale.

## **8. Remplacement et entrée en vigueur**

- 8.1 Le présent règlement numéro 284-2014 Règlement concernant la prévention des incendies remplace le règlement numéro 126-83 «Les brûlages» et le présent entrera en vigueur conformément à la Loi.

AVIS DE MOTION LE 7 AVRIL 2014  
ADOPTÉ À LA SÉANCE DU 5 MAI 2014  
PUBLIÉ LE 9 MAI 2014

(signé)

---

Gérard Porlier  
Maire

(signé)

---

Reina Goulet, secrétaire-trésorière  
et directrice générale